

---

trition et sont aux prises avec la famine.

Pendant combien de temps nos consciences pourront-elles s'accommoder de la souffrance des autres? Pendant combien de temps un monde affamé tolérera-t-il le gaspillage éhonté et constant de ressources alimentaires limitées? Combien de temps encore pourrions-nous fermer les yeux devant les responsabilités que nous imposent, sur le plan international, nos richesses et les besoins d'autrui?

Tous ces problèmes sont pressants. Ils exigent une réévaluation immédiate de nos valeurs, de nos institutions économiques et de la façon dont elles servent la société.

Certains partisans de la libre entreprise à outrance soutiennent que notre meilleur espoir réside en la création d'une véritable économie de marché, c'est-à-dire un système conçu d'après l'idéal économique de la concurrence parfaite. Je crois qu'ils se trompent.

Une telle mesure équivaldrait, notamment, à démembrer certaines de nos grandes sociétés et centrales syndicales. Souhaitons-nous vraiment en arriver là, même si nous le pouvions? Avant de répondre "oui", demandez-vous comment le Canada s'assurerait l'autosuffisance quant à l'acier, par exemple, si nous n'avions pas de grandes sociétés capables de réunir les énormes capitaux nécessaires et de disposer des techniques de pointe, de l'expérience en matière de gestion et de la main-d'oeuvre qualifiée indispensables à la production de l'acier. Il nous faut de grandes sociétés à cause de leur efficacité, à cause de leur capacité exclusive d'accomplir certaines tâches, à cause enfin de leur aptitude à soutenir et à accroître notre commerce d'exportation.

Ce n'est pas l'existence de monopoles et de quasi-monopoles dans certains secteurs de notre économie qui fait problème, mais plutôt le choix à poser pour orienter leur force de façon qu'elle serve l'intérêt public et nos objectifs nationaux.

Dans ce contexte, la question est de savoir si nous serons dirigés par une réglementation gouvernementale ou par notre propre sens des responsabilités. Je pense bien que nous favorisons tous la première option le moins possible et la seconde, le plus possible.

Le Gouvernement, lui aussi, doit se montrer plus responsable; cela signifie qu'il devra apprendre à dire "non" plus souvent et plus décidément, tout comme il incombe à chaque citoyen de ne pas exiger de la nation des services publics nouveaux ou meilleurs qu'elle n'a pas les moyens de s'offrir.